



MINISTERE AUPRES DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,  
CHARGE DE LA PLANIFICATION, DU DEVELOPPEMENT  
ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

-----  
**DIRECTION GENERALE DE LA STATISTIQUE  
ET DE LA COMPTABILITE NATIONALE**

-----  
**DIRECTION DE LA COMPTABILITE NATIONALE  
ET DES ETUDES ECONOMIQUES**

-----  
**DIVISION DES COMPTES NATIONAUX  
ET DE LA PREVISION**

## **NOTE DE SYNTHESE DES COMPTES NATIONAUX DU TOGO**

**2007 & 2008**

*Comptes nationaux définitifs*

*Septembre 2012*

*Dans un contexte économique international marqué par la flambée des prix du pétrole, le renchérissement des produits agricoles et la crise financière internationale, le produit intérieur brut du Togo a atteint 1 482,4 milliards de FCFA en 2008 contre 1 274,4 milliards de FCFA en 2007, soit une croissance économique en termes réels de 4,1% en 2008. Le secteur tertiaire a joué un grand rôle dans cette création de richesse avec une part relative de 40,5% du PIB en 2008 contre 42,7% en 2007. Les autres secteurs ont connu des difficultés au cours de la période, en particulier le secteur secondaire dont la production a été touchée par la crise énergétique et les problèmes qu'ont connus les industries extractives. Le secteur privé, malgré les difficultés, a investi 218,0 milliards de FCFA en 2008 contre 191,3 milliards de FCFA en 2007. Cet investissement a été financé en partie par les secteurs qui ont dégagé une capacité de financement tels que les ménages, les administrations publiques et les sociétés financières.*

---

## **Section 1: Environnement international**

### ***Un environnement économique international marqué par la flambée des cours mondiaux***

Au cours de la période 2007 et 2008, l'environnement international est marqué par l'augmentation des prix des produits pétroliers et des cours des produits d'exportations (café, cacao, coton) et des phosphates due à la hausse de la demande mondiale. En plus de ces phénomènes, on a assisté en 2008 au renchérissement des produits alimentaires et à la crise financière internationale qui a entraîné une récession de l'économie dans la plupart des pays industrialisés.

En effet, le prix du baril de pétrole s'est établi en moyenne à 99,9 dollars en 2008 contre 72,7 dollars en 2007 et 67,7 dollars en 2006, dans un contexte de dépréciation du dollar par rapport au Franc CFA (le cours moyen étant passé de 479,4 FCFA en 2007 à 448,3 FCFA en 2008). Selon le Fonds Monétaire International (FMI), la croissance économique mondiale est ressortie en termes réels à 3,1% en 2008, après une réalisation de 5,1% en 2007. La baisse de la croissance enregistrée en 2008 est imputable à la réduction de la demande des ménages et des entreprises des pays industrialisés (Etats-Unis, Zone euro, Japon, Royaume-Uni) qui ont significativement différé leurs dépenses.

Le produit intérieur brut (PIB) de la Zone euro n'a augmenté que de 0,8% en 2008 contre 2,7% en 2007 évitant la récession grâce à la mise en œuvre des politiques interventionnistes des Etats qui ont, dans une certaine mesure, compensé la faible consommation des ménages due aux effets pervers de la crise financière internationale.

En Afrique, le taux de croissance du produit intérieur brut, en termes réels, est ressorti à 5,2% en 2008 contre 6,2% en 2007. Le continent a subi les contrecoups de sa dépendance vis-à-vis des exportations de produits de base, dont les cours ont fléchi au cours du dernier trimestre de l'année 2008.

Au sein de l'UEMOA, le taux de croissance en termes réels est ressorti à 3,8% en 2008 contre 3,1% en 2007. Ce léger raffermissement de la croissance est favorisé par la bonne tenue de l'agriculture vivrière dans la quasi-totalité des pays membres, particulièrement dans les pays

sahéliens ainsi qu'au dynamisme de l'activité des services, notamment les télécommunications, ainsi que les Bâtiments et Travaux Publics, en rapport avec l'exécution de projets d'infrastructures de base dans les pays de l'Union.

## Section 2: Situation économique nationale en 2007 et en 2008

La situation économique nationale en 2008 a été marquée principalement par la reprise de la coopération avec les partenaires au développement, notamment les institutions de Bretton Woods et l'Union Européenne. L'économie a également connu un taux d'inflation de 8,7% dû au renchérissement des produits pétroliers et alimentaires, la crise énergétique de 2007 ainsi que les effets néfastes des inondations qui ont provoqué l'effondrement des ponts et d'autres infrastructures socio-économiques à travers tout le pays.

### 2.1. Croissance du PIB en volume, contributions à la croissance des emplois du PIB et leur évolution

En 2007, la richesse créée par l'activité économique s'est établie à 1 274,4 milliards de FCFA. Malgré les différentes crises enregistrées, le PIB croît en termes réels de 4,1%, en s'établissant à 1 326,2 milliards de FCFA en 2008.

#### Une croissance économique tirée par la demande intérieure

La demande intérieure globale ou absorption est composée des dépenses de consommation finale (des ménages, des administrations publiques et des ISBLSM) et de l'investissement (privé et public) composé de la formation brute de capital fixe (FBCF) et de la variation des stocks (Vs).

Tableau 1 : Emplois du PIB

Unité = 1 Million de F CFA

	2007	Evolution en volume	2008 constant	Structure (%)	CC* du PIB *	2008
<b>Consommation finale</b>	<b>1 253 034</b>	<b>3,0%</b>	<b>1 290 825</b>	<b>98,3</b>	<b>2,9%</b>	<b>1 429 604</b>
Consommation privée	1 079 366	3,1%	1 112 575	84,7	2,6%	1 244 993
dont CF des ménages	1 057 357	2,8%	1 087 487	83	2,3%	1 219 797
CF des ISBL-SM	22 009	14,0%	25 088	1,7	0,3%	25 196
Consommation publique	173 668	2,6%	178 250	13,6	0,4%	184 611
<b>FBCF</b>	<b>225 053</b>	<b>10,3%</b>	<b>248 305</b>	<b>17,7</b>	<b>1,9%</b>	<b>266 658</b>
FBCF Privée	191 273	6,8%	204 368	15	1,1%	218 924
FBCF Publique	33 780	30,1%	43 937	2,7	1,0%	47 734
<b>Var. Stocks</b>	<b>18 959</b>	<b>7,4%</b>	<b>20 357</b>	<b>1,5</b>	<b>0,1%</b>	<b>23 763</b>
<b>Exportations nettes</b>	<b>-222 630</b>	<b>4,8%</b>	<b>-233 301</b>	<b>-17,5</b>	<b>0,0%</b>	<b>237 665</b>
Exportations	435 924	2,4%	446 201	34,2	0,8%	508 568
Importations	658 554	3,2%	679 502	51,7	1,6%	746 233
<b>PIB</b>	<b>1 274 416</b>	<b>4,1%</b>	<b>1 326 186</b>	<b>100</b>	<b>4,1%</b>	<b>1 482 360</b>

CC = Contribution à la croissance

Source : DGSCN, 2012

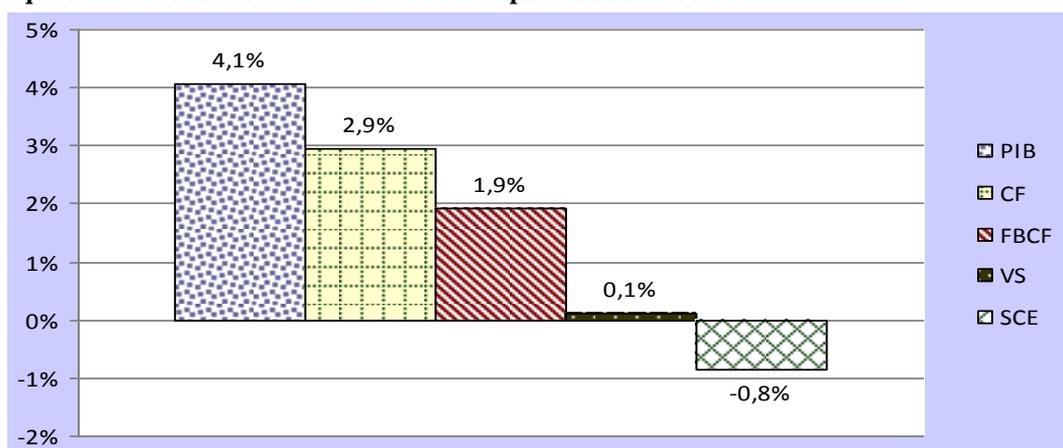
La consommation finale constitue la part des ressources destinée à satisfaire les besoins individuels et collectifs des ménages et des administrations publiques. Concernant la FBCF, elle représente la valeur des biens durables destinés à être utilisés dans le processus de production et dont la durée de vie est supérieure à un an. La variation des stocks enregistre les mouvements des biens autres que ceux en capital qui sont détenus par les producteurs (produits finis ou en cours, matières premières et marchandises).

La valeur de la consommation finale est de 1 253,0 milliards de FCFA en 2007 et 1 429,6 milliards de FCFA en 2008. En 2007, la part de la consommation finale dans le PIB est de 98,3% contre 96,4% en 2008. Elle représente donc la plus importante composante de la demande finale et contribue à hauteur de 2,9% à la croissance économique. En volume, la consommation finale a augmenté de 3,0% due essentiellement à la hausse de 3,1% de la consommation privée et de 2,6% de la consommation publique. La consommation finale des ménages est de 1 057,4 milliards de FCFA et celle des administrations publiques de 173,7 milliards de FCFA en 2007. La consommation finale des ménages a enregistré un accroissement de 2,8% en volume.

En 2007, les dépenses sociales des administrations publiques s'élèvent à 52,5 milliards de FCFA dont 39,7 milliards de FCFA pour les dépenses d'éducation et 12,8 milliards de FCFA pour celles de la santé. Les services d'administration publique quant à eux se sont chiffrés à 121,2 milliards de FCFA.

Pour l'année 2008, les dépenses sociales ont connu une hausse de 19,0% pour atteindre 62,5 milliards de FCFA dont 45,3 milliards de FCFA pour l'éducation et 17,2 milliards de FCFA pour la santé, soit des hausses respectives de 14,2% et 34,0%. La valeur des services d'administration publique est de 121,0 milliards de FCFA et celle des services aux entreprises est de 1, 2 milliards de FCFA.

**Graphique 1 : Contribution à la croissance des emplois du PIB en 2008**



Source : DGSCN, 2012

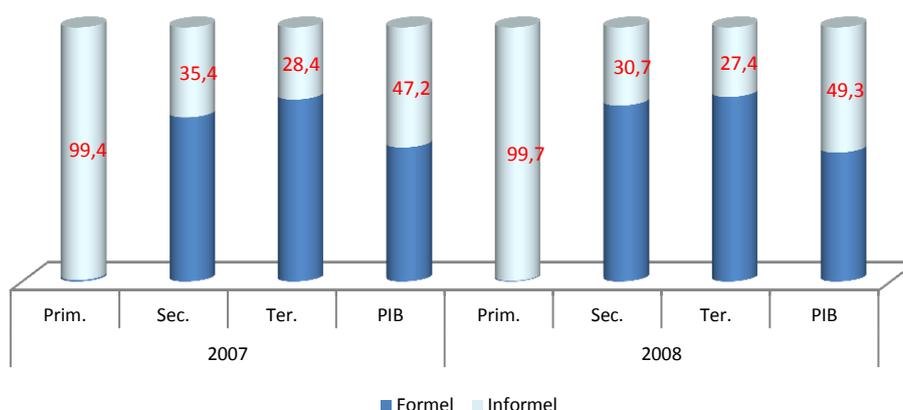
L'investissement national en 2007 est passé de 244,0 milliards de FCFA à 290,4 milliards de FCFA en 2008, soit des taux d'investissement respectifs de 19,1% et 19,6%. La formation brute de capital fixe (FBCF) se chiffre à 225,1 milliards de FCFA en 2007 et 266,7 milliards de FCFA en 2008, enregistrant de ce fait une hausse de 10,3% en volume. Elle est

essentiellement tirée par le secteur privé qui représente 85,0% de la FBCF totale en 2007 et 81,8% en 2008. La FBCF privée a augmenté de 6,8% en volume pour atteindre 204,4 milliards de FCFA en 2008. La contribution de la FBCF à la croissance du PIB est de 1,9% dont 1,1% pour la FBCF privée.

### ***Le poids de l'informel a diminué dans la création de richesse des secteurs secondaire et tertiaire***

En 2008, le poids de l'informel dans la création de la richesse atteint 49,3% après 47,2% en 2007. Cette évolution est essentiellement due à la hausse du poids de l'informel dans le secteur primaire. En effet, la quasi-totalité du secteur primaire est dominée par l'informel dont le poids se confirme, passant de 99,4% en 2007 à 99,7% en 2008.

**Graphique 2 : Répartition sectorielle des activités informelles en 2007 et 2008**



Source : DGSCN, 2012

Dans les secteurs secondaire et tertiaire, le poids de l'informel a diminué. Cette baisse de l'informel dans le secondaire peut trouver une explication dans la crise énergétique et le renchérissement des intrants en 2008. Pour le tertiaire, la dégradation du poids de l'informel est due à la bonne tenue des activités formelles du tertiaire dont notamment la branche des télécommunications.

### ***2.2. Une détérioration des échanges extérieurs courants***

En 2008, le solde extérieur courant se détériore plus fortement qu'en 2007 et atteint 233,3 milliards de FCFA, soit 17,5 points de PIB. Cette détérioration provient exclusivement de la baisse des exportations de produits manufacturés conjuguée de la hausse des importations d'énergie. En volume, le commerce extérieur ampute la croissance du PIB de 0,8%. Les importations ont progressé plus rapidement (3,2%) que les exportations (2,4%).

La croissance moins rapide des exportations par rapport aux importations est due au recul des exportations de produits manufacturés, celles de produits agricoles et des services ayant connu une hausse substantielle. En effet, les exportations de produits industriels qui représentent 75,1% des exportations totales, ont diminué de 4,5% en 2008. Cette baisse est principalement induite par celle en volume des exportations de phosphates (-1,6%) mais surtout par celle des autres produits manufacturés (-11,9%). Les exportations de produits

agricoles ont quant à elles, progressé en volume de 20,1% tirées par l'augmentation des exportations de cacao (48,7%). Pour les services, les exportations ont progressé de 23,5% tirées essentiellement par celles des services de télécommunication dont le volume a quadruplé (300,7%).

L'augmentation du volume des importations est tirée principalement par les importations d'énergie qui ont progressé de 33,0% en 2008, de Textiles (18,5%) et des autres produits de l'activité industrielle (15,8%) hormis le pétrole dont les importations ont connu une baisse de 14,6% en volume.

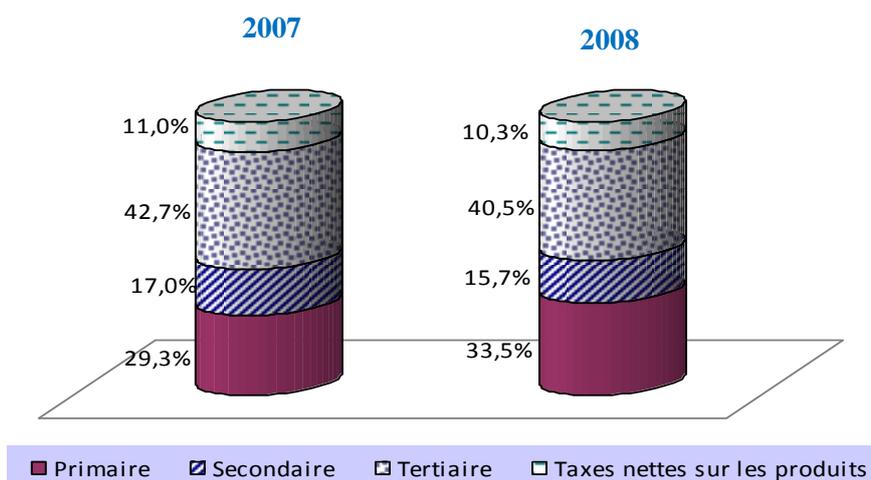
Le taux de couverture des importations par les exportations est de 66,2% en 2007 et 68,2% en 2008 tandis que le degré d'ouverture de l'économie à l'extérieur est de 43,0% en 2007 et 42,8% en 2008. Ainsi, en dépit de l'ouverture sur l'extérieur, les recettes d'exportations enregistrées au cours de la période n'ont pas permis de couvrir la facture des importations des biens et services.

### 2.3. Poids des secteurs d'activités dans le PIB en 2008

#### *Une activité tertiaire fortement créatrice de richesse*

En 2008, la production des différentes branches s'est élevée à 2 553,7 milliards de FCFA après avoir atteint un niveau de 2 201,4 milliards de FCFA en 2007, soit une hausse en valeur de 16,0%. En volume, la progression de la production est de 4,3%. La valeur ajoutée obtenue pour l'ensemble des branches s'établit à 1 329,2 milliards de FCFA en 2008 contre 1 133,9 milliards de FCFA en 2007. En volume, cette valeur ajoutée est évaluée à 1 178,5 milliards de FCFA, soit une hausse de 3,5%.

**Graphique 3 : Répartition des parts des secteurs d'activités dans le PIB en 2007 et 2008**



Source : DGSCN, 2012

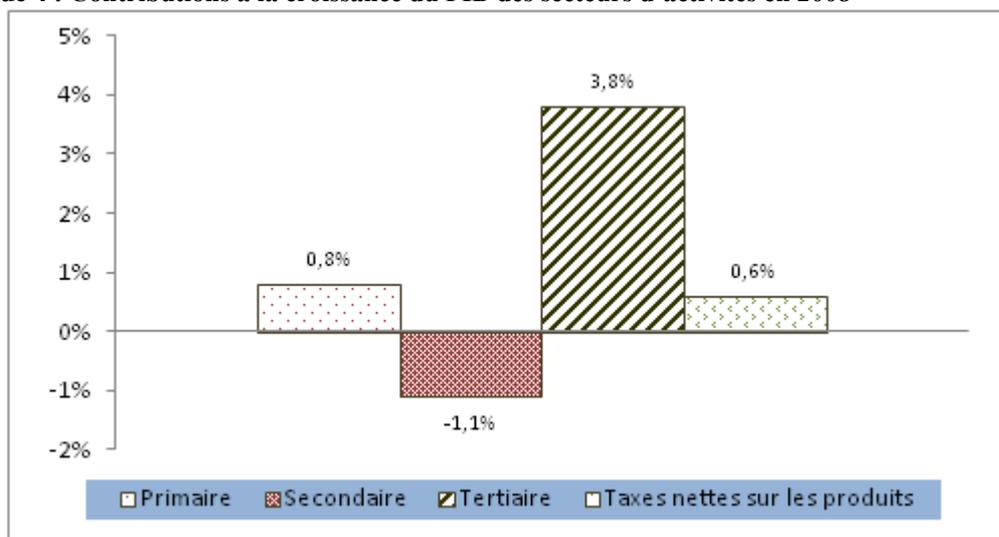
Une analyse de la structure du PIB par secteur d'activités fait ressortir le rôle important joué par le secteur tertiaire. Comparativement à 2007, ce secteur conserve un rôle très important dans la création de la richesse nationale. En 2008, il représente en valeur 40,5% du PIB. Cette prédominance du tertiaire sur les autres secteurs d'activités trouve son explication dans la

bonne tenue de certaines branches du tertiaire, notamment les Télécommunications et les services aux entreprises dont les activités ont cru en volume respectivement de 50,7% et 84,7% en 2008.

### *Activité tertiaire, moteur de la croissance économique en 2008*

En 2008, le secteur tertiaire est le moteur de la croissance du PIB avec une contribution à la croissance de 3,8%. Cette performance s'explique par le bon comportement des entreprises de télécommunications dont les investissements consentis sur la période 2002-2005 ont commencé par être rentabilisés. La demande de services de télécommunications est en hausse constante depuis 2005.

**Graphique 4 : Contributions à la croissance du PIB des secteurs d'activités en 2008**



Source : DGSCN, 2012

La performance du secteur est aussi soutenue par les branches des services non marchands qui ont connu globalement une croissance en volume de 8,6% par rapport à 2007. L'activité des autres branches du tertiaire a reculé.

### *Une performance mitigée du secteur primaire*

Le secteur primaire s'est bien comporté malgré les difficultés rencontrées en 2007 et 2008. La production du secteur atteint 566,7 milliards de FCFA en 2008 contre 434,3 milliards de FCFA en 2007. La valeur ajoutée a progressé de 32,9% en valeur et de 2,8% en volume. Le secteur a bénéficié de la hausse des prix des produits agricoles en 2008. Ce qui explique l'écart entre la progression de la valeur ajoutée en valeur et celle en volume.

La contribution globale du secteur à la croissance atteint 0,8%, principalement due à la bonne saison agricole de 2008 qui a connu une croissance en volume de la production vivrière de 1,5%. Toutes les autres branches du secteur notamment, la production de rente (4,0%), l'Élevage et Chasse (8,0%), la Pêche (13,5%) et la Sylviculture (2,7%) ont également connu une croissance en volume de leurs valeurs ajoutées respectives en 2008.

### ***Une activité secondaire secouée par les chocs de la hausse des prix mondiaux et de la crise énergétique***

Le secteur a connu une baisse de son activité en 2008. Son poids dans le PIB nominal est passé de 17,0% en 2007 à 15,7% en 2008 faisant ressortir une contribution à la croissance du PIB de -1,1%.

Les branches du secteur secondaire ont connu des difficultés dues à l'aggravation de la crise énergétique marquée par des délestages permanents qui ont handicapé la production de presque toutes les branches de ce secteur. A l'inverse, les difficultés de la production de phosphate sont imputables à la vétusté de l'appareil productif. A part la branche Electricité, Gaz et Eau qui a connu une croissance en volume de 14,3% de son activité, les activités des autres branches du secteur secondaire ont reculé. Les activités des industries extractives, des industries manufacturières et de la construction ont reculé respectivement de 66,2%, 7,3% et 3,5%.

### ***Une hausse des droits et taxes nettes sur les produits***

Les droits et taxes à l'importation ont connu une augmentation de 10,3% en valeur, due entre autres à un meilleur recouvrement des recettes. Ce poste a contribué à la croissance pour 0,6%.

#### ***2.4. PIB suivant les trois optiques***

L'excédent brut d'exploitation et le revenu mixte brut représentent près des deux tiers de la richesse créée, soit 64,2% en 2007 et 66,7% en 2008. Les rémunérations des salariés versées aux travailleurs représentent respectivement 23,4% et 21,8% en 2007 et 2008. Le niveau des impôts sur la production et les importations nets des subventions a atteint 12,4% en 2007 et 11,5% en 2008.

**Tableau 2 : Formation du PIB selon les trois optiques**

*Unité = 1 Million de F CFA*

	2007	Constant 2008	Courant 2008
<b>Approche production</b>			
<b>Produit intérieur brut</b>	<b>1 274 416</b>	<b>1 326 186</b>	<b>1 482 360</b>
Valeur ajoutée	1 133 883	1 178 458	1 329 196
+ Impôts sur les produits	144 511	161 880	166 142
- Subventions sur les produits	3 978	14 152	12 978
<b>Approche demande</b>			
<b>Produit intérieur brut</b>	<b>1 274 416</b>	<b>1 326 186</b>	<b>1 482 360</b>
Dépense de consommation finale	1 253 034	1 290 825	1 429 604
+ Formation brute de capital	244 012	268 662	290 421
+ Exportations de biens et services	435 924	446 201	508 568
- Importations de biens et services	658 554	679 502	746 233
<b>Approche revenus</b>			
<b>Produit intérieur brut</b>	<b>1 274 416</b>		<b>1 482 360</b>
Rémunérations des salariés	298 201		323 048
+ EBE et Revenu mixte brut	818 764		988 966
+ Impôts sur la production et les imports.	158 515		170 451
- Subventions	1 064		105

*Source : DGSCN, 2012*

## 2.5. Ménages et Entrepreneurs individuels

### *Une dégradation du pouvoir d'achat des ménages*

En 2008, le revenu disponible brut des ménages (RDB) augmente de 6,5% par rapport à 2007. Il est essentiellement tiré par l'augmentation du revenu d'exploitation (17,0%) et des rémunérations des salariés (8,0%). Le solde des revenus de la propriété à quant à lui, connu une baisse de 18,7%. Compte tenu de l'accélération du prix des dépenses de consommation des ménages (+10,8 %), le pouvoir d'achat du RDB se dégrade fortement de 4,3%. Entre 2007 et 2008, les ménages consacrent en moyenne 90% de leur revenu à la consommation et seulement 10% à l'épargne.

### *Une baisse de la capacité de financement des ménages*

Les comptes des ménages dégagent une capacité de financement en baisse par rapport à 2007. Cette capacité de financement passe de 123,7 milliards de FCFA de 2007 à 53,8 milliards de FCFA en 2008.

Par ailleurs, la part de l'investissement des ménages financé par leur propre épargne a augmenté passant de 28,7% en 2007 à 58,4% en 2008. Cette augmentation est due à l'effet conjugué de la baisse de l'épargne des ménages et de la hausse des investissements. Les investissements ont augmenté en valeur en grande partie à cause de l'effet prix.

## **2.6. Situation des entreprises**

### ***Un taux de marge en hausse contre un taux d'investissement en baisse***

En 2008, les activités des entreprises ont connu une amélioration par rapport à 2007. La valeur ajoutée progresse de 18,4% (en valeur) par rapport à 2007. Mais, la part salariale dans la valeur ajoutée a baissé, s'établissant à 25,4% en 2008 après avoir atteint 32,1% en 2007. Cette situation est due à l'effet de la réduction du niveau des salaires versés qui se réduisent à 93,0 milliards de FCFA après avoir atteint 99,3 milliards de FCFA en 2007. Leur taux de marge passe à 71,5% en 2008 contre 64,5% en 2007. Le partage de la valeur ajoutée entre les facteurs de production se fait au profit de détenteurs de capitaux sur les deux années. Les revenus de la propriété versés par les SNF en 2007 et 2008 s'élèvent respectivement à 283,3 milliards de FCFA et 231,8 milliards de FCFA alors que les rémunérations des salariés n'atteignent pas 100,0 milliards de FCFA.

Le taux d'investissement des SNF se réduit entre 2007 et 2008. De 39,5% en 2007, il passe à 36,5% en 2008, essentiellement dû au fait qu'en 2008, la valeur ajoutée des SNF a augmenté à un rythme plus soutenu que leur FBCF (18,4% contre 9,4% pour la FBCF). L'épargne brute dégagée en 2008 devient positive permettant ainsi aux entreprises de supporter elles-mêmes, le financement d'une partie de leurs investissements.

## **2.7. Administrations Publiques**

### ***Un meilleur recouvrement des recettes fiscales en 2008***

Les administrations publiques (APU) ont perçu un montant total de 157,5 milliards de FCFA d'impôts sur les produits et sur la production en 2007 et 170,3 milliards de FCFA en 2008. Le taux de pression fiscale est de 12,3% en 2007 et 11,3% en 2008. Le montant total des impôts et taxes est de 203,3 milliards de FCFA en 2007 et 223,1 milliards de FCFA en 2008. La consommation finale publique s'évalue à 173,7 milliards de FCFA en 2007 et 184,6 milliards de FCFA en 2008 soit une hausse de 6,3% en valeur. Concernant la formation brute de capital fixe publique, sa valeur est de 48,6 milliards de FCFA en 2008 alors qu'en 2007, elle était de 33,8 milliards de FCFA.

Par ailleurs, les administrations publiques ont enregistré une capacité de financement de 33,2 milliards de FCFA en 2007, soit 2,6% du PIB et 312,0 milliards de FCFA en 2008 soit 21,0% du PIB. La capacité de financement dégagée en 2008 est due à la remise de dette dont a bénéficié le Togo auprès de ses créanciers bilatéraux et partenaires multilatéraux dans le cadre de l'Initiative en faveur des Pays Pauvres Très Endettés (I-PPTE).

## **2.8. Situation vis-à-vis de l'extérieur**

### ***Un raffermissement de la situation vis-à-vis de l'extérieur dû à la remise de dette***

En 2007, l'économie nationale a enregistré un besoin de financement vis-à-vis du reste du monde pour une valeur de 39,9 milliards de FCFA, soit 3,1% du PIB contre une capacité de

financement en 2008 d'une valeur de 213,9 milliards de FCFA, soit 14,4% du PIB. La capacité de financement apparente enregistrée en 2008 est due à la remise de dette de 245,2 milliards de FCFA dont a bénéficié l'Etat togolais auprès des créanciers bilatéraux et des bailleurs de fonds multilatéraux dans le cadre du processus d'atteinte du point de décision de l'Initiative en faveur des Pays Pauvres Très Endettés (I-PPTE) intervenu en novembre 2008.

**Tableau 3 : Valeur ajoutée brute par branche d'activités**

Unité = 1 Million de F CFA

	VAB par branche			Poids dans le PIB nominal	Evolution en volume	Contribution à la croissance	Part de l'informel
	2 007	Constant 2008	2 008				
<b>Secteur primaire</b>	<b>373 186</b>	<b>383 593</b>	<b>495 920</b>	<b>33,5%</b>	<b>2,8%</b>	<b>0,8%</b>	<b>99,7%</b>
Agriculture	299 273	304 642	422 328	28,5%	1,8%	0,4%	99,8%
dont							
<i>Cultures vivrières</i>	267 442	271 539	383 007	25,8%	1,5%	0,3%	100,0%
<i>Cultures de rente</i>	31 831	33 103	39 321	2,7%	4,0%	0,1%	97,9%
Elevage, Chasse	33 893	36 601	32 048	2,2%	8,0%	0,2%	100,0%
Pêche	11 649	13 222	13 188	0,9%	13,5%	0,1%	100,0%
Sylviculture	28 371	29 128	28 356	1,9%	2,7%	0,1%	98,6%
<b>Secteur secondaire</b>	<b>216 301</b>	<b>202 556</b>	<b>232 346</b>	<b>15,7%</b>	<b>-6,4%</b>	<b>-1,1%</b>	<b>30,7%</b>
Industries extractives	11 538	3 895	35 582	2,4%	-66,2%	-0,2%	12,8%
<i>dont Phosphate</i>	7 278	- 2 537	30 934	2,1%	-134,9%	0,3%	0,0%
Industries manufacturières	121 805	112 964	108 761	7,3%	-7,3%	-0,6%	38,0%
Electricité, Gaz et Eau	31 708	36 256	32 852	2,2%	14,3%	0,4%	14,6%
Construction	51 250	49 441	55 151	3,7%	-3,5%	-0,1%	37,6%
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>544 396</b>	<b>592 309</b>	<b>600 930</b>	<b>40,5%</b>	<b>8,8%</b>	<b>3,8%</b>	<b>27,4%</b>
dont							
<i>Commerce</i>	115 136	103 466	113 644	7,7%	-10,1%	-0,8%	74,1%
<i>Transports</i>	59 581	57 770	56 300	3,8%	-3,0%	-0,1%	36,7%
<i>Poste et Télécommunications</i>	62 595	94 314	92 438	6,2%	50,7%	3,6%	0,0%
<i>Services marchands</i>	199 088	190 857	236 834	16,0%	-4,1%	-0,6%	29,2%
<i>Services non marchands</i>	144 178	156 521	160 476	10,8%	8,6%	1,0%	0,0%
<i>dont</i>							
<i>Administration publique</i>	123 530	118 982	124 322	8,4%	-3,7%	-0,3%	0,0%
<b>SIFIM</b>	<b>- 27 171</b>	<b>- 27 778</b>	<b>- 24 349</b>	<b>-1,6%</b>	<b>2,2%</b>	<b>0,0%</b>	<b>0,0%</b>
<b>TOTAL BRANCHE</b>	<b>1 133 883</b>	<b>1 178 458</b>	<b>1 329 196</b>	<b>89,7%</b>	<b>3,9%</b>	<b>3,5%</b>	<b>54,9%</b>
<b>Droits et taxes à l'importation (DTI)</b>	<b>140 533</b>	<b>147 728</b>	<b>153 164</b>	<b>10,3%</b>	<b>5,1%</b>	<b>0,6%</b>	<b>-</b>
<i>DTI hors TVA (Net de Subventions)</i>	55 900	58 626	63 141	4,3%	4,9%	0,2%	-
<i>TVA non déductible</i>	84 633	89 102	90 023	6,1%	5,3%	0,4%	-
<b>Produit Intérieur Brut</b>	<b>1 274 416</b>	<b>1 326 186</b>	<b>1 482 360</b>	<b>100,0%</b>	<b>4,1%</b>	<b>4,1%</b>	<b>49,3%</b>

Source : DGSCN, 2012

**Tableau 4 : Ventilation de la valeur ajoutée par branche à prix courant 2007**
*Unité = 1 million de F CFA*

	Production	Informel	VAB	Informel	Poids dans le PIB	Poids de l'informel I
<b>Secteur primaire</b>	<b>434 299</b>	<b>430 849</b>	<b>373 186</b>	<b>371 024</b>	<b>29,3%</b>	<b>99,4%</b>
Agriculture	335 839	333 699	299 273	297 621	23,5%	99,4%
<i>Cultures vivrières</i>	294 943	294 943	267 442	267 442	21,0%	100,0%
<i>Cultures de rente</i>	40 896	38 756	31 831	30 179	2,5%	94,8%
Elevage, Chasse	45 289	45 285	33 893	33 890	2,7%	100,0%
Pêche	18 905	18 902	11 649	11 658	0,9%	100,1%
Sylviculture	34 266	32 963	28 371	27 855	2,2%	98,2%
<b>Secteur secondaire</b>	<b>746 896</b>	<b>225 369</b>	<b>216 301</b>	<b>76 582</b>	<b>17,0%</b>	<b>35,4%</b>
Industries extractives	28 508	12 462	11 538	4 856	0,9%	42,1%
<i>Phosphate</i>	15 866	-	7 278	-	0,6%	0,0%
<i>Autres activités d'extraction</i>	12 642	12 462	4 260	4 856	0,3%	114,0%
Industries manufacturières	486 242	150 655	121 805	46 797	9,6%	38,4%
<i>Industries AA, Boissons, Tabacs</i>	192 440	98 430	52 406	24 765	4,1%	47,3%
<i>Textiles, Habillement, Cuirs</i>	17 662	5 500	1 721	1 846	0,1%	107,3%
<i>Bois et ouvrages en bois</i>	6 537	2 000	3 337	857	0,3%	25,7%
<i>Imprimeries, Edition</i>	16 322	381	6 855	232	0,5%	3,4%
<i>Industries chimiques</i>	43 229	7 931	11 073	4 973	0,9%	44,9%
<i>Production minerais non métalliques</i>	134 860	19 387	29 353	8 875	2,3%	30,2%
<i>Métallurgie de base</i>	43 528	111	5 435	44	0,4%	0,8%
<i>Production d'ouvrages en métaux</i>	16 520	15 912	4 890	4 490	0,4%	91,8%
<i>Autres industries manufacturières</i>	15 144	1 003	6 735	715	0,5%	10,6%
Electricité, Eau et Gaz	79 054	10 292	31 708	5 311	2,5%	16,7%
Bâtiments et Travaux Publics	153 092	51 960	51 250	19 618	4,0%	38,3%
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>1 020 176</b>	<b>326 921</b>	<b>544 396</b>	<b>154 487</b>	<b>42,7%</b>	<b>28,4%</b>
Commerce	215 623	133 336	115 136	70 083	9,0%	60,9%
<i>Hôtel, Bar et Restaurant</i>	91 174	81 432	29 103	24 409	2,3%	83,9%
<i>Transport, Entrepôts</i>	156 817	56 211	59 581	20 633	4,7%	34,6%
<i>Poste et Télécommunications</i>	101 042	-	62 595	-	4,9%	0,0%
<i>Banques, Assurances et autres</i>	53 958	-	28 287	-	2,2%	0,0%
<i>Services immobiliers</i>	97 135	33 558	91 406	29 768	7,2%	32,6%
<i>Services aux entreprises</i>	54 737	8 410	17 200	2 001	1,3%	11,6%
<i>Administration publique</i>	123 530	-	74 128	-	5,8%	0,0%
<i>Education</i>	63 603	-	52 313	-	4,1%	0,0%
<i>Santé et action sociale</i>	22 573	135	15 637	88	1,2%	0,6%
<i>Services collectif et personnel</i>	39 984	13 839	26 181	7 505	2,1%	28,7%
<i>SIFIM</i>	-	-	-27 171	-	-2,1%	0,0%
<b>TOTAL BRANCHE</b>	<b>2 201 371</b>	<b>983 139</b>	<b>1 133 883</b>	<b>602 093</b>	<b>89,0%</b>	<b>53,1%</b>
<b>Droits et taxes à l'importation (DTI)</b>			<b>140 533</b>		<b>11,0%</b>	-
<i>DTI hors TVA (Net de Subventions)</i>			55 900		4,4%	-
<i>TVA non déductible</i>			84 633		6,6%	-
<b>Produit Intérieur Brute</b>			<b>1 274 416</b>		<b>100,0%</b>	<b>47,2%</b>

**Tableau 5 : Ventilation de la valeur ajoutée par branche en 2008 à prix constant 2007**

Unité = 1 million de F CFA

	Production	Informel	VAB	Informel	Poids dans le PIB	Poids de l'informel
<b>Secteur primaire</b>	<b>438 911</b>	<b>436 515</b>	<b>383 593</b>	<b>382 418</b>	<b>28,9%</b>	<b>99,7%</b>
Agriculture	336 655	335 490	304 642	303 830	23,0%	99,7%
<i>Cultures vivrières</i>	295 102	294 932	271 539	271 427	20,5%	100,0%
<i>Cultures de rente</i>	41 553	40 558	33 103	32 403	2,5%	97,9%
Elevage, Chasse	46 814	46 813	36 601	36 601	2,8%	100,0%
Pêche	19 886	19 886	13 222	13 222	1,0%	100,0%
Sylviculture	35 556	34 326	29 128	28 765	2,2%	98,8%
<b>Secteur secondaire</b>	<b>771 685</b>	<b>244 256</b>	<b>202 556</b>	<b>83 958</b>	<b>15,3%</b>	<b>41,4%</b>
Industries extractives	32 117	13 404	3 895	6 454	0,3%	165,7%
<i>Phosphate</i>	18 005	-	-2 537	-	-0,2%	0,0%
<i>Autres activités d'extraction</i>	14 112	13 404	6 432	6 454	0,5%	100,3%
Industries manufacturières	491 469	165 489	112 964	50 822	8,5%	45,0%
<i>Industries AA, Boissons, Tabacs</i>	193 453	107 959	42 733	24 555	3,2%	57,5%
<i>Textiles, Habillement, Cuirs</i>	19 323	5 775	6 248	2 429	0,5%	38,9%
<i>Bois et ouvrages en bois</i>	6 104	2 747	2 469	1 471	0,2%	59,6%
<i>Imprimeries, Edition</i>	16 464	439	5 891	286	0,4%	4,9%
<i>Industries chimiques</i>	49 128	7 668	12 875	5 023	1,0%	39,0%
<i>Production minerais non métalliques</i>	131 987	20 366	26 339	9 288	2,0%	35,3%
<i>Métallurgie de base</i>	41 972	3 381	8 174	3 312	0,6%	40,5%
<i>Production d'ouvrages en métaux</i>	16 705	16 038	3 918	3 649	0,3%	93,1%
<i>Autres industries manufacturières</i>	16 333	1 116	4 317	809	0,3%	18,7%
Electricité, Eau et Gaz	86 641	10 626	36 256	5 956	2,7%	16,4%
Bâtiments et Travaux Publics	161 458	54 737	49 441	20 726	3,7%	41,9%
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>1 086 041</b>	<b>341 436</b>	<b>592 309</b>	<b>157 643</b>	<b>44,7%</b>	<b>26,6%</b>
Commerce	208 199	142 854	103 466	70 201	7,8%	67,8%
<i>Hôtel, Bar et Restaurant</i>	94 376	82 964	29 495	24 615	2,2%	83,5%
<i>Transport, Entrepôts</i>	160 480	57 672	57 770	23 016	4,4%	39,8%
<i>Poste et Télécommunications</i>	128 647	-	94 314	-	7,1%	0,0%
<i>Banques, Assurances et autres</i>	61 861	-	28 670	-	2,2%	0,0%
<i>Services immobiliers</i>	99 393	34 260	93 447	30 342	7,0%	32,5%
<i>Services aux entreprises</i>	72 013	8 763	32 225	1 443	2,4%	4,5%
<i>Administration publique</i>	118 982	-	79 291	-	6,0%	0,0%
<i>Education</i>	69 733	-	54 778	-	4,1%	0,0%
<i>Santé et action sociale</i>	26 400	151	17 270	102	1,3%	0,6%
<i>Services collectif et personnel SIFIM</i>	45 957	14 772	29 361	7 924	2,2%	27,0%
<i>SIFIM</i>	-	-	-27 778	-	-2,1%	0,0%
<b>TOTAL BRANCHE</b>	<b>2 296 637</b>	<b>1 022 207</b>	<b>1 178 458</b>	<b>624 019</b>	<b>88,9%</b>	<b>53,0%</b>
<b>Droits et taxes à l'importation (DTI)</b>			<b>147 728</b>		11,1%	-
<i>DTI hors TVA (Net de Subventions)</i>			58 626		4,4%	-
<i>TVA non déductible</i>			89 102		6,7%	-
<b>Produit Intérieur Brute</b>			<b>1 326 186</b>		<b>100,0%</b>	<b>47,1%</b>

**Tableau 6 : Ventilation de la valeur ajoutée par branche à prix courant 2008**
*Unité = 1 million de F CFA*

	Production	Informel	Valeur ajoutée	Informel	Poids dans le PIB	Poids de l'informel
<b>Secteur primaire</b>	<b>566 661</b>	<b>564 068</b>	<b>495 920</b>	<b>494 555</b>	<b>33,5%</b>	<b>99,7%</b>
Agriculture	461 542	460 190	422 328	421 354	28,5%	99,8%
<i>Cultures vivrières</i>	413 724	413 526	383 007	382 869	25,8%	100,0%
<i>Cultures de rente</i>	47 818	46 664	39 321	38 485	2,7%	97,9%
Elevage, Chasse	47 965	47 964	32 048	32 048	2,2%	100,0%
Pêche	21 278	21 278	13 188	13 188	0,9%	100,0%
Sylviculture	35 876	34 636	28 356	27 965	1,9%	98,6%
<b>Secteur secondaire</b>	<b>855 407</b>	<b>260 652</b>	<b>232 346</b>	<b>71 414</b>	<b>15,7%</b>	<b>30,7%</b>
Industries extractives	67 329	13 370	35 582	4 537	2,4%	12,8%
<i>Phosphate</i>	53 138	-	30 934	-	2,1%	0,0%
<i>Autres activités d'extraction</i>	14 191	13 370	4 648	4 537	0,3%	97,6%
Industries manufacturières	528 226	179 062	108 761	41 381	7,3%	38,0%
<i>Industries AA, Boissons, Tabacs</i>	212 488	121 295	37 067	15 422	2,5%	41,6%
<i>Textiles, Habillement, Cuirs</i>	21 929	5 833	8 980	3 037	0,6%	33,8%
<i>Bois et ouvrages en bois</i>	6 133	2 752	2 432	1 471	0,2%	60,5%
<i>Imprimeries, Edition</i>	16 998	453	6 680	302	0,5%	4,5%
<i>Industries chimiques</i>	51 816	8 007	13 267	5 229	0,9%	39,4%
<i>Production minerais non métalliques</i>	142 661	20 162	23 330	7 686	1,6%	32,9%
<i>Métallurgie de base</i>	43 437	3 499	7 447	3 425	0,5%	46,0%
<i>Production d'ouvrages en métaux</i>	16 622	15 958	4 257	4 002	0,3%	94,0%
<i>Autres industries manufacturières</i>	16 142	1 103	5 301	807	0,4%	15,2%
Electricité, Eau et Gaz	86 685	10 632	32 852	4 784	2,2%	14,6%
Bâtiments et Travaux Publics	173 167	57 588	55 151	20 712	3,7%	37,6%
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>1 131 629</b>	<b>384 281</b>	<b>600 930</b>	<b>164 408</b>	<b>40,5%</b>	<b>27,4%</b>
Commerce	242 110	180 788	113 644	84 245	7,7%	74,1%
Hôtel, Bar et Restaurant	95 092	83 591	25 460	20 672	1,7%	81,2%
Transport, Entrepôts	169 248	59 616	56 300	18 437	3,8%	32,7%
Poste et Télécommunications	126 026	-	92 438	-	6,2%	0,0%
Banques, Assurances et autres	57 009	-	24 340	-	1,6%	0,0%
Services immobiliers	102 498	36 522	96 451	32 479	6,5%	33,7%
Services aux entreprises	72 054	8 763	32 610	1 356	2,2%	4,2%
Administration publique	124 322	-	83 020	-	5,6%	0,0%
Education	69 420	-	54 256	-	3,7%	0,0%
Santé et action sociale	27 692	162	18 357	112	1,2%	0,6%
Services collectif et personnel	46 158	14 839	28 403	7 107	1,9%	25,0%
<b>SIFIM</b>	-	-	<b>-24 349</b>	-	-1,6%	0,0%
<b>TOTAL BRANCHE</b>	<b>2 553 697</b>	<b>1 209 001</b>	<b>1 329 196</b>	<b>730 377</b>	<b>89,7%</b>	<b>54,9%</b>
<b>Droits et taxes à l'importation (DTI)</b>			<b>153 164</b>		10,3%	-
<i>DTI hors TVA (Net de Subventions)</i>			63 141		4,3%	-
<i>TVA non déductible</i>			90 023		6,1%	-
<b>Produit Intérieur Brute</b>			<b>1 482 360</b>		<b>100,0%</b>	<b>49,3%</b>

## **EQUIPES DE REALISATION**

### **SUPERVISION**

Kokou Yao	N'GUISSAN	Directeur Général de la Statistique et de la Comptabilité Nationale
Tchiou	ANIMAOU	Directeur de la Comptabilité Nationale et des Etudes Economiques
Kossi Dodji	DEGBOE	Chef de la Division des Comptes Nationaux et de la Prévision

### **DIVISION DES COMPTES NATIONAUX ET DE LA PREVISION**

#### ***EQUIPE D'ELABORATION DES COMPTES NATIONAUX***

Koffi Mepanou	ADOLI	Ingénieur Statisticien Economiste
Kodzo Dodzi	HEVI	Ingénieur Statisticien Economiste
Kwami	OBOSSOU	Macroéconomiste

#### ***PERSONNEL D'APPUI***

Kossi	ANANI	Agent de collecte et saisie
Kokoukan D.	ASSABROU	Agent permanent
Esso-Hanam P.	ASSOTI	Agent de collecte et saisie
Komlan S.	PADOMNAWE	Agent de collecte et saisie

#### ***EQUIPE D'ANALYSE ET DE REDACTION***

Tchiou	ANIMAOU
Kossi Dodji	DEGBOE
Tchambago	OURNA
Kossivi Atcharé	BANDJE
Koffi Mepanou	ADOLI
Kodzo Dodzi	HEVI
Kwami	OBOSSOU
Kossi	ANANI
Kokoukan D.	ASSABROU
Esso-Hanam P.	ASSOTI
Komlan S.	PADOMNAWE
Lao Guy	KENAO
Bitian	DJABONOU
Banawe Plambou	ANISSA

### **APPUI TECHNIQUE**

AFRISTAT  
AFRITAC de l'Ouest